

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**S/WPGR/M/12**

3 septembre 1997

(97-3574)

---

## Groupe de travail des règles de l'AGCS

### RAPPORT DE LA REUNION DU 23 JUILLET 1997

#### Note du Secrétariat

1. La douzième réunion du Groupe de travail des règles de l'AGCS s'est tenue sous la présidence de Mme Jill Courtney (Australie). L'ordre du jour, reproduit sous les cotes WTO/AIR/634 et WTO/AIR/634/Add.1, se composait de six points: demandes de statut d'observateur; négociations sur les sauvegardes au titre de l'article X de l'AGCS; négociations sur les subventions au titre de l'article XV de l'AGCS; négociations sur les marchés publics au titre de l'article XIII de l'AGCS; date de la prochaine réunion du Groupe de travail; autres questions.

#### POINT A: DEMANDES DE STATUT D'OBSERVATEUR

2. Les Membres sont convenus que la Banque mondiale, la CNUCED, le FMI, l'OCDE et l'ONU, qui avaient été précédemment invités à assister aux réunions sur une base *ad hoc*, auraient le statut d'observateur à titre permanent.

#### POINT B: NEGOCIATIONS SUR LES SUBVENTIONS AU TITRE DE L'ARTICLE X DE L'AGCS

3. La Présidente a indiqué que, depuis la dernière réunion, Singapour avait fait parvenir une communication sur les mesures de sauvegarde d'urgence (S/WPGR/W/19). La discussion de fond dans ce domaine était axée sur les quatre questions identifiées par la Présidente dans une note informelle (datée du 3 juin 1997):

1. Pour le compte de qui une mesure de sauvegarde d'urgence serait-elle prise?
2. Dans quelles circonstances une mesure de sauvegarde d'urgence serait-elle prise et quel serait son objet?
3. Quelle approche devrait-on adopter pour ce qui est du dommage/des effets défavorables, et du lien de causalité entre le dommage/les effets défavorables et les engagements pris dans le cadre de l'AGCS?
4. Quelles mesures prendrait-on en cas de recours au mécanisme de sauvegarde d'urgence? Certaines mesures paraissent-elles plus appropriées que d'autres?

4. Les délégations s'accordaient à penser que ces quatre questions reflétaient les points essentiels qui devaient être abordés. Plusieurs d'entre elles ont dit que la question 2 était la plus pertinente pour l'heure et qu'elle devait donc être traitée en priorité au cours des discussions.

5. S'agissant de la question 1, un grand nombre de délégations estimaient que les mesures de sauvegarde devaient être prises pour le compte d'une branche de production intérieure, mais il existait quelques divergences d'opinions quant à la définition du terme "intérieure". Plusieurs délégations considéraient que la définition figurant à l'article XIX du GATT de 1994 et dans l'Accord sur les sauvegardes serait appropriée et qu'il n'était pas nécessaire d'établir une distinction entre les entreprises nationales appartenant à des ressortissants et les entreprises à capitaux étrangers. Cependant, quelques délégations ont indiqué que cette dernière distinction pourrait être pertinente pour définir les éventuels

bénéficiaires des mesures de sauvegarde. Certaines délégations ont également insisté sur la difficulté de définir les services et fournisseurs de services "similaires et directement concurrents" et sur les limitations, à cet égard, de la Classification centrale des produits. Une délégation a dit qu'une mesure de sauvegarde ne devrait être prise que pour le compte d'une branche de production qui existait déjà, alors qu'une autre a indiqué qu'elle devait répondre aux difficultés de toute une branche plutôt qu'aux difficultés rencontrées par quelques entreprises seulement.

6. En ce qui concerne la question 2, la plupart des délégations estimaient que des mesures de sauvegarde devaient être prises pour réparer ou prévenir un dommage causé à une branche de production nationale par une augmentation des importations résultant de l'évolution imprévue des circonstances et par l'effet des engagements contractés dans le cadre de l'AGCS. Certaines délégations, toutefois, se demandaient si la notion d'"évolution imprévue des circonstances" pourrait être traduite dans la pratique. Une délégation a suggéré qu'il serait peut-être nécessaire de mettre au point certains critères pour déterminer si une telle évolution des circonstances était effectivement imprévue; par exemple, les augmentations normales des échanges pourraient être exemptées, l'écoulement d'un certain délai pourrait être requis après l'entrée en vigueur de l'engagement, ou le maintien d'un niveau approprié de concessions générales pourrait être exigé. Cependant, une autre délégation a dit que l'application de mesures de sauvegarde ne devait pas dépendre obligatoirement d'un engagement de libéralisation sectorielle.

7. Toutes les délégations qui sont intervenues ont admis que les mesures de sauvegarde devaient être temporaires. Il a été aussi généralement admis qu'un mécanisme de sauvegarde d'urgence devait couvrir des situations autres que celles qui étaient prévues par les dispositions existantes relatives aux exceptions et par l'article XXI. Certaines délégations ont indiqué qu'il était nécessaire, pour prendre une mesure de sauvegarde, de se fonder sur une conception de la prospérité économique ne s'arrêtant pas à un dommage causé à une branche de production, et qu'il convenait de tenir compte des coûts économiques des mesures de sauvegarde pour des services d'infrastructure clés tels que les transports, les télécommunications et les services financiers. Une délégation a dit qu'un mécanisme de sauvegarde d'urgence dans le secteur des services devait être plus qu'un simple élargissement du mécanisme applicable aux marchandises et qu'il devait porter sur des domaines nouveaux tels que la protection des consommateurs et l'infrastructure, et répondre aux problèmes créés par des positions dominantes sur les marchés. Une autre délégation estimait que les mesures de sauvegarde devaient faciliter l'ajustement et ne pas refléter de plans de développement industriel à long terme.

8. Pour ce qui est de la question 3, plusieurs délégations ont souligné les difficultés empiriques importantes que poserait la détermination du dommage et du lien de causalité entre le dommage et les importations accrues dans le secteur des services. Mais certaines délégations pensaient que ces difficultés ne devraient pas empêcher d'avoir un engagement créatif vis-à-vis des questions examinées. Il a été noté que l'absence de statistiques n'était pas un obstacle auquel on se heurtait seulement dans le cadre d'un mécanisme de sauvegarde d'urgence, mais qu'il pourrait aussi apparaître dans le contexte d'autres articles de l'AGCS, comme l'article XXI ayant trait à la modification des engagements. Il a été dit qu'il était nécessaire d'établir des critères clairement définis pour déterminer l'existence d'un dommage, tels que les niveaux des ventes, des recettes et de l'emploi.

9. Alors que certaines délégations pensaient qu'il était préférable de traiter la question 4 ultérieurement, d'autres estimaient qu'elle était intrinsèquement liée aux autres questions. Par exemple, la question de savoir qui bénéficierait d'une mesure de sauvegarde et dans quelles circonstances une telle mesure serait prise ne pouvait pas être séparée de la question du type de mesures susceptibles d'être prises. Plusieurs délégations ont soulevé aussi la question de la portée des mesures de sauvegarde en fonction du mode de fourniture et se sont dites préoccupées par le fait que des mesures puissent être prises contre des entreprises étrangères établies sur un marché national, ce qui pourrait conduire à des désinvestissements. De nombreuses délégations ont insisté sur le fait que toute mesure de

sauvegarde devait être appliquée sur une base non discriminatoire. Certaines ont dit que les mesures de sauvegarde ne devaient pas se limiter aux restrictions à l'accès aux marchés mais qu'elles devaient également pouvoir entraîner une suspension temporaire du traitement national. Certaines délégations ont toutefois fait part de leurs doutes quant à l'opportunité de cette dernière possibilité.

10. De l'avis général, les discussions futures, concernant en particulier la question 2, devraient se fonder sur des exemples concrets, que le Secrétariat a été invité à fournir. Dans son résumé, la Présidente a cité au moins trois autres sources possibles d'exemples. Premièrement, la législation interne de certains Membres pouvait contenir des dispositions de type sauvegardes. Deuxièmement, il était possible que les Membres souhaitent examiner leurs propres listes d'engagements spécifiques pour indiquer dans quels types de situations la libéralisation avait été entravée par l'absence de dispositions de sauvegarde. Enfin, d'autres organisations internationales telles que la CNUCED et l'OCDE seront peut-être en mesure de fournir des exemples utiles fondés sur leur expérience et leurs recherches.

11. Plusieurs délégations estimaient qu'un séminaire ou une séance de réflexion devrait avoir lieu sur ce thème des sauvegardes. Pourraient y participer les délégations intéressées, des experts du Secrétariat et d'autres organisations internationales, ainsi que des universitaires. Il faudrait encore réfléchir au déroulement précis et à la date d'une telle réunion.

12. Certaines délégations ont demandé s'il faudrait proroger le délai fixé pour les négociations en cours. D'autres pensaient qu'il était peut-être prématuré d'envisager une prorogation. Une délégation a déclaré que, en tout état de cause, il ne saurait être question de mettre un terme au débat sur les sauvegardes sous prétexte que l'année s'achevait. Il a été convenu que la Présidente entamerait des consultations informelles sur une éventuelle prorogation.

#### POINT C: NEGOCIATIONS SUR LES SUBVENTIONS AU TITRE DE L'ARTICLE XV DE L'AGCS

13. Deux communications avaient été reçues jusque-là en réponse au questionnaire sur les subventions, l'une de la Norvège et l'autre de la Nouvelle-Zélande, distribuées sous les cotes S/WPGR/W/16/Add.1 et Add.2, respectivement. Dans son introduction, la délégation norvégienne a fait observer que le régime de subventions de son pays n'établissait pas de distinction entre les marchandises et les services et que tous les programmes couvraient ces deux domaines, à l'exception de ceux qui concernaient le secteur du transport maritime. La réponse portait sur les programmes réguliers et non sur les subventions ponctuelles. La Norvège avait suivi le mode de présentation des notifications au titre de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires pour répondre au questionnaire sur les subventions, afin de réduire la charge administrative que représentait cet exercice. Dans son introduction, la Nouvelle-Zélande a indiqué qu'elle s'était concentrée sur les subventions qui avaient une incidence sur le commerce des services. Sa réponse comportait également certains points qui devraient peut-être être traités. Une délégation a fait remarquer qu'elle avait des difficultés à répondre au questionnaire étant donné que certains services sociaux comme l'éducation, les hôpitaux publics et la protection sociale étaient fortement subventionnés et que faire l'inventaire de toutes ces subventions représenterait un travail considérable.

14. La Présidente a invité instamment les autres délégations à faire un effort pour fournir rapidement leurs réponses.

#### POINT D: NEGOCIATIONS SUR LES MARCHES PUBLICS AU TITRE DE L'ARTICLE XIII DE L'AGCS

15. Dans le domaine des marchés publics, les débats ont été axés sur la synthèse des réponses au questionnaire sur les régimes nationaux que le Secrétariat avait établie (distribuée sous la cote S/WPGR/W/20). Le Secrétariat a pris note des modifications que certaines délégations avaient suggéré

d'apporter à cette synthèse afin que leurs régimes existants de passation des marchés soient décrits de façon plus exacte. Plusieurs délégations pensaient que la synthèse faisait apparaître d'importantes similitudes entre les régimes nationaux, mais aussi certaines différences. Des délégations ont estimé que cet exercice de collecte d'informations avait été tout à fait utile pour mener des négociations sérieuses sur les disciplines. Une délégation a dit qu'il serait peut-être préférable de commencer par définir les marchés publics étant donné que le Groupe de travail de la transparence s'occupait de la question de la transparence. Une autre délégation a suggéré d'examiner également rapidement le principe de la non-discrimination. Une autre délégation encore a souligné la nécessité de tenir compte, pour élaborer des disciplines, du fait que la plupart des marchés de services étaient décentralisés; elle a indiqué qu'elle était en train d'établir un document qui, espérait-elle, permettrait de faire avancer les débats. Plusieurs délégations ont insisté sur la nécessité de coordonner les travaux avec ceux du Groupe de travail de la transparence.

#### POINT E: DATE DE LA REUNION SUIVANTE

16. Il a été convenu que le Groupe de travail tiendrait sa réunion suivante le mercredi 1er octobre 1997.

#### POINT F: AUTRES QUESTIONS

17. Aucune question n'a été soulevée au titre de ce point de l'ordre du jour.